

La place des femmes dans l'économie américaine : une course de fond

Autor(en): **Bugnion-Secrétan, Perle**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **73 (1985)**

Heft [4]

PDF erstellt am: **24.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-277552>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA PLACE DES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

UNE COURSE DE FOND

Les Etats-Unis sortent de la crise des années 70 plus rapidement que la plupart des pays industrialisés. D'après une récente analyse publiée dans *Business Week* (28.1.1985), le travail des femmes joue un rôle important dans cette reprise économique. Les Etats-Unis ont créé ces dix dernières années quelque 20 millions de nouveaux emplois. Les femmes en remplissent les deux tiers, elles jouent un rôle essentiel dans le développement des industries de services, dont l'importance croît par rapport à celle des industries manufacturières.

La proportion des femmes actives a passé de 44 % en 1970 à 64 % en 1984. Cette force de travail est mieux qualifiée que les générations précédentes : en 1983, 86 % des jeunes de 20 à 24 ans ayant une formation secondaire a un emploi rémunéré, contre seulement 55 % des femmes de 55 à 64 ans. La qualité de la main-d'œuvre féminine continuera à s'élever. De même sa productivité, les femmes restant plus longtemps au travail et gagnant en années d'expérience : on prévoit qu'en l'an 2000, elles en auront 5,2 de plus qu'aujourd'hui.

L'écart entre salaires masculins et féminins tend à diminuer : 57 % des salaires masculins en 1973, presque 60 % en 1983. On s'attend à ce qu'il diminue encore. Les femmes ne se contentent plus d'attendre que le marché du travail le comble. Avec l'aide des syndicats, elles cherchent à faire admettre dans des

conventions collectives, malgré des décisions judiciaires allant en sens contraire, que la loi sur l'égalité de salaires implique la notion de valeur égale. Déjà 30 Etats ont reconnu ce principe pour leurs employés. Au Minnesota, par exemple, cela a conduit à relever les traitements de 9 000 fonctionnaires sur 29 000. Selon *Business Week*, la notion de valeur égale est la clé de l'égalité de salaires, mais une bombe à retardement pour l'économie privée, et donc peut-être une menace pour l'emploi féminin. Toutefois en Australie, où les salaires féminins ont passé en dix ans de 65 à 80 % des salaires masculins, on n'a pas constaté de ralentissement dans l'engagement des travailleuses.

Par ailleurs, si les salaires féminins augmentent, toute l'économie en bénéficie. Déjà, parce que le nombre des femmes actives a augmenté ainsi que leurs salaires, la proportion des familles aisées (25 000 \$ par an, valeur actuelle) a passé en vingt ans de 28 à 46 %.

Il y a cependant des ombres au tableau. La plus préoccupante, c'est évidemment la féminisation de la pauvreté, qui va s'aggravant. Tandis que pour un groupe de femmes, la situation s'améliore, pour d'autres, elle se détériore. Le nombre de « pauvres », mères et enfants, dans des familles dirigées par des femmes seules a passé de 8,2 millions en 1973 à 12 en 1983, soit 40 % de ces familles. Les mesures fiscales et sociales qui pourraient remédier à cet état de choses ne sont pas prioritaires dans les programmes de l'administration Reagan.

Business Week suggère donc aux femmes d'utiliser leur poids politique, qui croît plus encore que leur poids économique, pour s'attaquer fermement à cette question.

Une autre ombre au tableau, ce sont les obstacles, toujours les mêmes, que les femmes rencontrent dans leurs efforts pour grimper à l'échelle des fonctions. Ne parlons pas d'arriver au sommet : sur les 500 plus grandes entreprises des Etats-Unis, une seule est dirigée par une femme, et encore est-ce parce que la majorité du capital appartient à sa famille. Quelques réussites individuelles — la femme astronaute, juge à la Cour suprême, etc. — ne doivent pas occulter les difficultés générales.

Ce qui est intéressant, c'est qu'on prend conscience aujourd'hui de la lenteur avec laquelle évoluent les attitudes, de la valeur du travail féminin pour le développement de l'économie, mais surtout du fait que les problèmes de la femme active — discriminations dans l'emploi, double charge de travail, choix entre carrière et vie de famille, relations hommes-femmes à la place de travail, etc. — longtemps considérés comme des problèmes « féminins » sont des problèmes de société et concernent les hommes autant que les femmes. On les trouve présentés, et parfois fort bien, dans des revues comme *Fortune*, qui traite principalement de questions économiques et financières (avril 84), ou *Esquire* qui vise un cercle de lecteurs masculins et plutôt snobs dans les milieux d'affaires (juin 1984).

Perle Bugnion-Secretan

